

### 2008...2021...BIS REPETITA

**Comment ne pas évoquer, dans cet éditorial, le nouvel accès de fièvre qui anime les marchés des matières premières en général, et agricoles en particulier. Le creux qui s'était formé après 2013, semble manifestement se retourner, au point que les cours se rapprochent ou dépassent les pics enregistrés durant la crise économique et financière des années 2007-2012. Difficile de ne pas faire un lien avec la pandémie de Covid-19, laquelle a durement secoué l'économie mondiale, même si elle ne constitue pas le seul facteur explicatif de l'envolée des cours. Cela conduit inévitablement à identifier les conséquences de cette tendance haussière, mais, tout autant, à se projeter dans un horizon de quelques années. Que va-t-il se passer d'ici à 2030 ?**

Un rapide panorama des courbes de prix des matières premières ne laisse place à aucune espèce de doute. L'affaïssissement des prix des matières premières agricoles, qui s'est étalé entre 2013 et 2020, marque un coup d'arrêt. Blé, maïs, soja, tournesol, huile de palme... ont renoué depuis à peu près un an, avec une tendance haussière, au point, parfois, c'est le cas du soja, de retrouver, voire de dépasser le pic des années 2007-2012. Mêmes causes, mêmes effets ? Cela mérite une investigation. Ce dont on peut être assuré, c'est que la mondialisation, dans laquelle l'agriculture est absorbée depuis maintenant plus de trente ans, est structurellement erratique, perturbant les producteurs comme les consommateurs. Le temps des marchés régulés est bien loin.

#### Un air de déjà-vu

S'il y avait besoin d'une confirmation selon laquelle les marchés agricoles, comme tout autre lieu où s'échangent des produits de base, sont volatils, la flambée actuelle des cours en est une illustration. Cette volatilité ne se limite toutefois pas au court terme, c'est-à-dire à des fluctuations quotidiennes ou hebdomadaires, voire mensuelles. Il faut se placer désormais sur des pas de temps plus longs. Car les marchés agricoles ont connu en l'espace d'une décennie, deux phases spectaculaires de hausses. L'une en 2008-2012, concomitante à une crise économique et financière aiguë, l'autre, actuelle, reflet d'une crise sanitaire et économique d'ampleur inédite. Ça flambe de partout. Blé, maïs, soja, tournesol, huile de palme... les cours se rapprochent voire dépassent les pics d'il y a plus de dix ans. L'indice FAO (base 100 = 2014-2016) sur les céréales était en 2006 de 71,2, en 2011 de 142,2, et en avril 2021, il se hissait à 125,1. En huiles végétales, la progression est encore plus impressionnante : 107,3 en 2006, 156,4 en 2011, et 162,0 en avril 2021.

#### En quête de sens

Ce nouvel épisode de flambée des prix agricoles conduit les économistes à renouveler les investigations qu'ils avaient menées à partir de 2007, pour identifier les facteurs explicatifs de ces hausses. Beaucoup de ces facteurs étaient déjà à l'œuvre il y a dix ans. C'est le cas des liquidités abondantes qui circulent dans le monde, reflet des largesses monétaires des Banques Centrales pour soutenir les économies prises dans l'état de la double crise sanitaire et économique. Il faut bien que ces liquidités trouvent des placements rémunérateurs. Haro donc sur les marchés à terme. La différence est qu'aujourd'hui, la finance n'est manifestement plus considérée comme un coupable idéal.

Vient ensuite le comportement de certaines nations qui, après quasiment un an de confinement, reconstituent leurs stocks après avoir trop puisé dedans pour nourrir les populations. Blé, farine, riz, sont très demandés. En soja, c'est la reconstitution du cheptel porcin en Chine qui fait battre des records d'importations (100 millions de tonnes en 2020), propulsant le cours du soja aux alentours des 600\$/tonne, soit le niveau de 2013. Et puis les aléas climatiques, avec notamment La Niña. Les restrictions instaurées à l'exportation en Argentine pour le maïs (conserver des dis-

ponibilités en aliments pour animaux pour approvisionner les industries de la viande), et en Russie pour le blé (où les tensions inflationnistes doivent être contenues pour ne pas amputer le pouvoir d'achat du consommateur), ou en Indonésie pour l'huile de palme, complètent la liste des facteurs explicatifs. Comme les stocks sont plutôt élevés (37% en blé et 34% en maïs), c'est bien du côté de la demande qu'il faut chercher les raisons de cet emballement des cours.

#### Cycle haussier durable ou rebond conjoncturel ?

L'OCDE et la FAO avaient été en 2008 un peu trop optimistes quant à la longévité du cycle haussier de l'époque. Car les cours étaient retombés bien bas à partir de 2013. La prudence est donc plus que jamais de mise en matière de projections. Tout va dépendre évidemment des récoltes en 2021, des impacts des sécheresses ici, ou des inondations là-bas. Le profil du cycle sera également étroitement conditionné par la vigueur et la durée de la reprise économique ainsi que par la parité du dollar avec les autres monnaies.

Quoi qu'il en soit, les conséquences sont là. Pour les élevages qui ont un recours structurel aux produits destinés à l'alimentation du bétail. Car, mécaniquement, la hausse des prix agricoles alourdit les coûts de production, comme on peut d'ores et déjà le constater dans le secteur avicole ou sur les cours du porc qui sont déjà orientés à la hausse. Si la hausse des prix agricoles se propagent jusqu'aux prix à la consommation, on pourra dire que l'agriculture aura contribué à restaurer l'inflation, dont on sait qu'elle est, aujourd'hui, la grande crainte des acteurs financiers mais aussi des Etats.

La Banque Mondiale et la FAO convergent pour indiquer que la crise sanitaire a accentué l'insécurité alimentaire dans le monde. Et d'ajouter que l'un des Objectifs du Développement Durable 2030, « zéro faim », ne sera pas atteint. Avec une telle remontée des prix, le coût des approvisionnements alimentaires ne peut qu'exacerber cet état d'insécurité, au point que certains redoutent de nouvelles émeutes de la faim.

#### Se projeter à cinq ou dix ans

S'il faut marteler que les marchés sont volatils, alors martelons. Car si la Chine, aujourd'hui comme hier, joue le rôle de demandeur en dernier ressort, qu'elle forme le premier importateur mondial de denrées agricoles, et de produits issus des grandes cultures en particulier, elle pourrait ne plus l'être demain. Le processus de vieillissement de la population chinoise s'accélère, porteur de bouleversements dans la structure des besoins alimentaires intérieurs. Agé, on mange différemment. Moins de protéines animales, donc moins de céréales incorporées.... La contraction probable du débouché chinois d'ici dix ans suggère d'investir encore et toujours dans l'analyse des marchés, et dans la recherche de nouvelles demandes. Bref, dans la prospective.

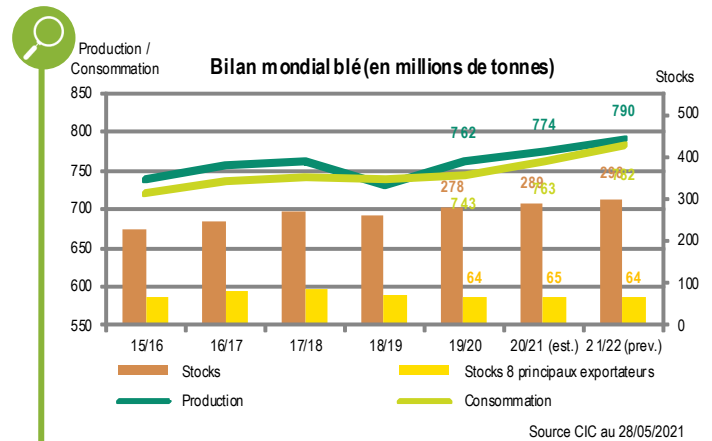
Contact : Thierry POUCH

thierry.pouch@apca.chambagri.fr

## Blé tendre : un bilan mondial 2021/2022 légèrement excédentaire, mais un marché bien orienté en sympathie avec le maïs

Avec une production mondiale tous blés (blé tendre et blé dur) estimée par le CIC à 790 Mt pour 2021/22, la demande mondiale devrait être couverte, même si la marge de manœuvre est étroite et que tout incident significatif sur les cultures pourrait ramener de la tension sur les prix. En effet, alors que la consommation progresse, les stocks des 8 principaux pays exportateurs sont stables, mais restent inférieurs aux niveaux d'il y a 3-4 ans. L'évolution des conditions climatiques dans les pays exportateurs de l'hémisphère nord alimentent la volatilité des cours depuis quelques semaines. On a d'ailleurs pu assister à une envolée des cotations (jusqu'à 232 €/t le 7 mai pour l'échéance septembre 2021). Toutefois, le marché du blé suit celui du maïs qui, depuis 1 an, est leader sur les céréales, tiré par la demande chinoise.

**Contact :** Guillaume HEYMAN (Chambre d'agriculture Grand Est)

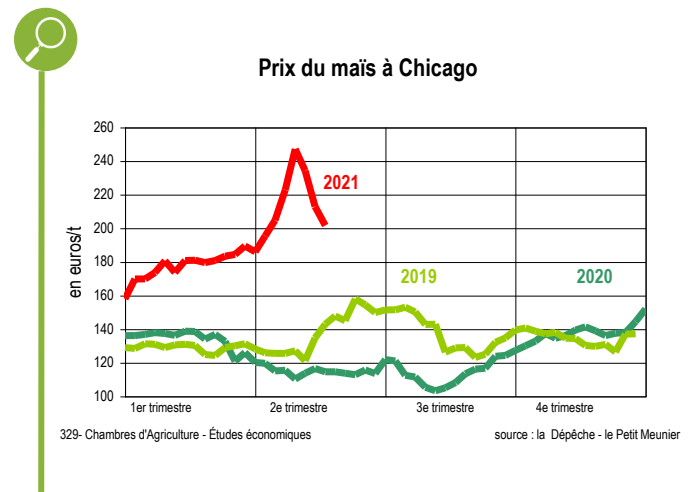


## Maïs : stocks mondiaux en baisse sous l'effet d'une forte progression de la demande

Les stocks mondiaux ont baissé en 2020, essentiellement du fait de la baisse des stocks de maïs (-33 Mt), particulièrement nette aux Etats-Unis (-8 Mt, soit -15 %). En face, la demande n'a jamais été aussi forte : la Chine a importé plus de 25 Mt de maïs en 2020 contre moins de 10 Mt les années précédentes. Ces achats sont liés à la forte croissance de la demande de maïs en Chine, avec la reconstitution du cheptel porcin décimé par la peste porcine africaine et la reprise économique globale.

La reconstitution des stocks chinois devrait s'étaler sur plusieurs campagnes, ce qui laisse supposer une demande mondiale dynamique. La hausse attendue de la production mondiale pourrait être insuffisante pour répondre à l'accroissement de la demande, ce qui tendrait un peu plus les stocks. Les prix mondiaux, qui ont gagné +60 % un an, devraient donc rester à des niveaux élevés pour cette campagne. Néanmoins, des corrections à la baisse sont possibles avec la substitution du maïs par des blés ou orges fourragers d'une part, et avec l'intervention de l'Etat chinois sur les prix des matières premières d'autre part.

**Contact :** Franck MICHEL (Chambre d'agriculture Nouvelle Aquitaine)



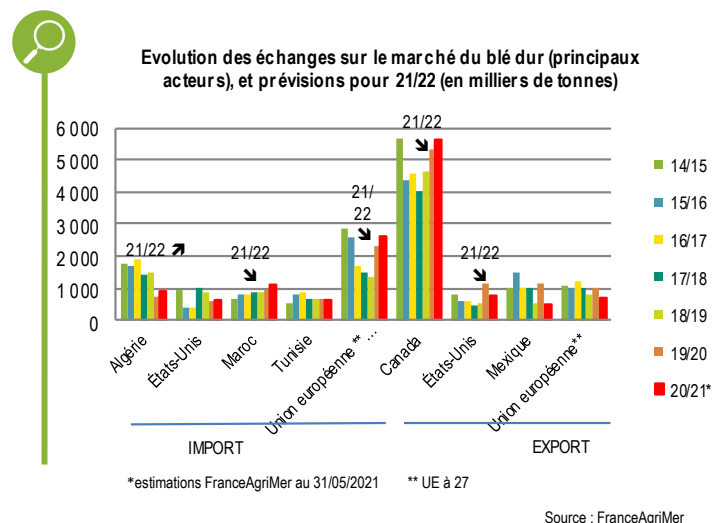
## Blé dur : un marché morose, sans potentiel de hausse des cours

Après des échanges sur 19/20 tendus (disponibilités, stocks mondiaux, et production européenne en repli, faible qualité Canadienne tirant les prix UE), l'offre et les cours 20/21 se sont repliés et stabilisés. Les stocks mondiaux sont très bas à 7,7Mt. Les échanges, faibles, sont dominés par le Canada, premier apporteur, qui sort d'une année record et exporte à des prix compétitifs (40\$/t inférieurs à l'UE et aux USA en mars) vers l'Afrique du nord et l'Europe (Italie) : la France est concurrencée sur ses marchés historiques, l'UE est en avance à l'import et en retard à l'export.

La production 21/22 sera en légère hausse, avec une surface croissante (UE) et des conditions de cultures assez favorables surtout dans le bassin méditerranéen. Petite amélioration en France par rapport à l'an dernier (récolte prévue à +8%). Les échanges pourraient se contracter avec une récolte conséquente par exemple au Maroc, gros importateur qui réintroduit des droits de douane.

Dans ce contexte, le blé dur ne profite pas de la flambée du prix des céréales : les cours pourraient baisser légèrement, tenus par les faibles stocks. La prime au blé dur par rapport au blé tendre devrait se contracter.

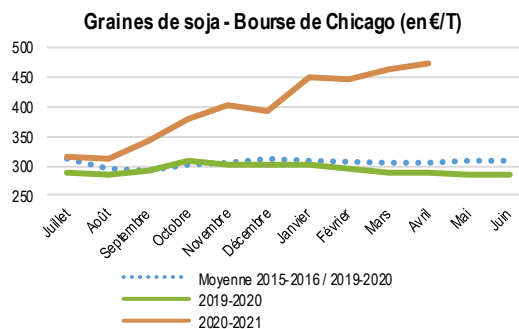
**Contact :** Alice RABINE (Chambre d'agriculture Provence-Alpes-Côte d'Azur)



## Soja : la filière française face à un marché mondial toujours ardent

L'augmentation des surfaces mondiales prévues pour 2021 (+5,4% par rapport à la campagne précédente) est largement portée par le Brésil : devenu leader de la filière ces dernières années aux côtés des Etats-Unis, le pays se prépare à réaliser la récolte la plus importante de son histoire, tirée par une forte demande du marché de l'alimentation animale et un renforcement de la compétitivité liée à la faiblesse de la monnaie nationale. Mais la production mondiale ne sera certainement pas à la hauteur pour répondre à l'explosion de la demande, portée par les importations massives de la Chine. Les stocks américains sont faibles (3,25 Mt prévues en fin de campagne), et la hausse des surfaces y sera moins importante que prévu. Cette situation entretient une augmentation des cours toujours fulgurante et qui n'est pas sans conséquence sur la situation nationale.

En France, les dernières prévisions de récolte estimées à 420 000 tonnes vont dans le sens d'une stagnation des volumes par rapport à la campagne précédente malgré l'accroissement des surfaces implantées. La filière, organisée autour de structures régionales, mise sur la



montée en gamme au travers de l'origine locale et non-OGM. Mais les incertitudes du marché mondial qui pèsent sur les disponibilités entraînent une hausse sans précédent de la prime non OGM qui aurait dépassé les 280 €/t ce qui pourrait pénaliser les éleveurs sous cahier des charges.

**Contact :** Sabine CALMETTES (Chambre d'Agriculture de l'Aude)

## Colza : records historiques

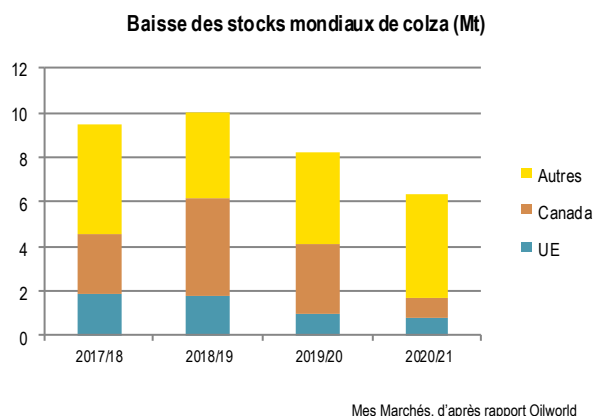
Depuis le printemps, le prix du colza bat des records historiques, en s'installant au-delà des 500 euros par tonne, avec un pic à plus de 600 euros en avril. Le prix est désormais supérieur de 40 % à celui de l'an passé à la même date !

Le contexte canadien, 1er producteur et exportateur mondial en est la première explication : les intentions de surfaces (2021-2022) sont plus modérées que prévu (+3%) et les stocks atteignent des niveaux historiquement bas (6.5MT contre 10.5MT l'année dernière).

La deuxième explication est le contexte très haussier à la croisée duquel se trouve le colza : le prix du pétrole se redresse et stimule la fabrication de biodiesel, les huiles végétales ont toutes un niveau de prix très élevé, et enfin le prix du soja, élément moteur du complexe protéique dont fait partie le colza, est soutenu.

Ce contexte haussier est accentué en Europe de l'Ouest par les craintes sur la prochaine récolte de colza, victime du gel et d'insuffisance de pluies.

**Contact :** Florian FOUGY (Chambre d'agriculture de Normandie)

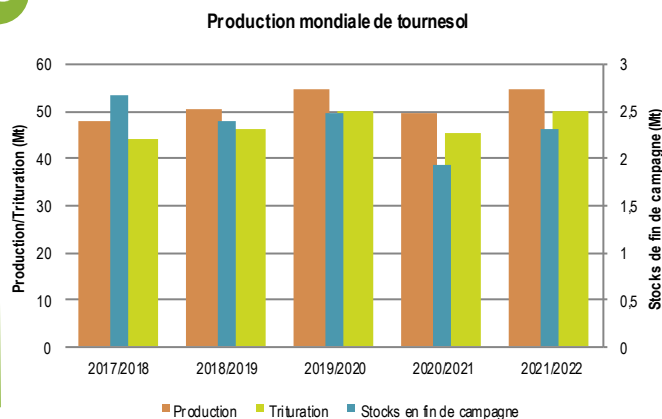


## Tournesol : demande soutenue face à un manque de disponibilités

La production mondiale de tournesol est prévue en hausse de +2 % en 2021/2022 par rapport à la moyenne quinquennale (+1 MT), alors que la production de l'Union européenne baisserait de -7,5 % (-700.000t, d'après des estimations de FranceAgriMer). En France, les surfaces en tournesol chutent de 14,4 % par rapport à son niveau exceptionnel de 2020 (666 000 hectares selon Agreste). Cela représente toutefois une hausse de 8,7 % par rapport à sa moyenne de 2016 à 2020.

Le prix des huiles est sur une tendance haussière depuis le début de l'année face à une demande soutenue avec la reprise économique, dans un contexte d'offre limitée. Toutefois, la hausse des prix à la production pourrait être contrariée par l'augmentation de la production d'huile de palme en Asie de Sud-Est et les projets de l'administration Biden de développer la production d'agro-carburants aux Etats-Unis.

**Contact :** Franck MICHEL (Chambre d'agriculture Nouvelle Aquitaine)



## Intrants: l'OPEP+ tient les rênes de la conjoncture

Le marché du pétrole a connu une forte remontée au cours des derniers mois – le baril de Brent frôle les 70 dollars fin mai, en hausse de près de 40 % depuis le début de l'année. Cette progression doit beaucoup au respect des quotas de production par les pays de l'OPEP+ (membres de l'OPEP et dix pays associés, dont la Russie) et à la décision saoudienne de limiter la production depuis le début de la pandémie. Maintenir les cours du pétrole à des niveaux élevés est aussi un outil de politique intérieure pour les pays producteurs, la rente pétrolière permettant de financer des mesures sociales. Le pétrole a ainsi entraîné dans son sillage la hausse des cours des engrais.

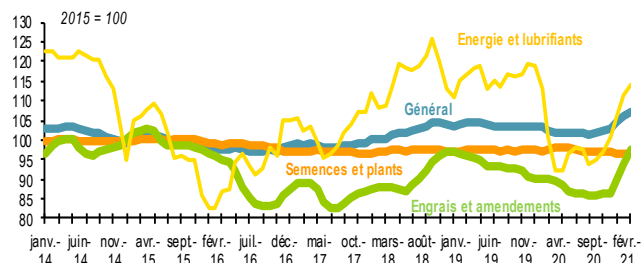
L'OPEP+ a entamé le relâchement progressif de la contrainte sur les niveaux de production à partir du mois de mai pour accompagner la reprise des activités, devant la progression des campagnes de vaccination et la mise en œuvre des plans de relance de par le monde.

La possible renaissance de l'accord nucléaire iranien, en cours de négociation, et les incertitudes sur le niveau de la demande (les déplacements, notamment aériens, pourraient ne pas revenir à leur niveau normal d'ici la fin de l'année), auront une forte influence au cours des prochains mois.

Contact : Marine RAFFRAY (APCA)



Indice des prix des moyens de production jusqu'en avril 2021



612 - Chambres d'Agriculture - Études économiques

source : INSEE

## Des conditions plus favorables qu'en 2020 pour les céréales à paille en France

En 2021, les surfaces de céréales d'hiver progressent nettement en raison des conditions de semis favorables durant l'automne 2020. Agreste indique en particulier une progression de 15,4% des surfaces de blé tendre. Les surfaces de cultures de printemps sont en retrait : -25,4% en orge, -10,4% en maïs grain et -14,4% pour le tournesol.

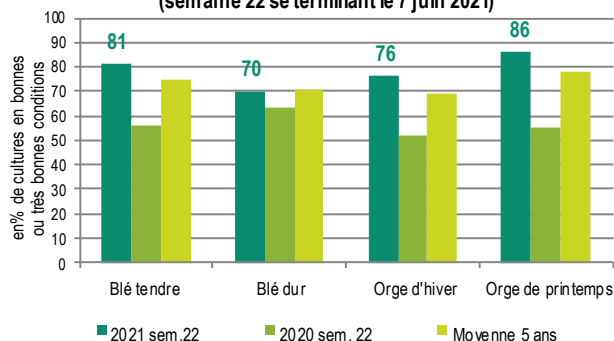
La sécheresse persistante du début d'année a contrarié les facteurs favorables aux rendements pour les cultures mais le retour de pluies conséquentes en mai éclaircit les perspectives pour la récolte. Toutefois le déficit hydrique, très marqué sur les terres superficielles en début de printemps, laissera sûrement des traces. Les dégâts liés aux épisodes de gel d'avril, importants sur les betteraves, seront probablement modérés sur les autres cultures.

Si les conditions de cultures des céréales à paille relevées début juin par le réseau Céré'Obs de FranceAgriMer ont été sensiblement dégradées depuis le début du printemps, elles restent meilleures que celles de l'an passé à la même période. (voir graphique ci-contre) et même supérieures à la moyenne des 5 dernières années.

Contact : Laurent BARADUC (Chambre d'agriculture du Centre-Val de Loire)



Conditions de culture des céréales à paille en France (semaine 22 se terminant le 7 juin 2021)



Source : réseau Céré'obs FranceAgriMer

Chambres d'agriculture France (APCA)

9 avenue George V — 75 008 Paris

Tél : 01 53 57 10 10 / Fax : 01 53 57 10 05

E-mail : accueil@apca.chambagri.fr

Siret : 18007004700014

Directeur de la publication : Thierry Pouch

Mise en page : Odile Martin-Lefèvre

Ont contribué à cette note :

Laurent BARADUC, Chambre d'Agriculture Centre-Val de Loire  
Clarisse BONHOMME Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture  
Sabine CALMETTES, Chambre d'Agriculture de l'Aude  
Florian FOUGY, Chambre d'agriculture de Normandie  
Guillaume HEYMAN, Chambre d'agriculture Grand Est  
Franck MICHEL, Chambre d'agriculture Nouvelle Aquitaine  
Thierry POUCH, Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture  
Alice RABINE, Chambre d'agriculture Provence-Alpes-Côte d'Azur  
Marine RAFFRAY, Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture

www.chambres-agriculture.fr

